

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Lundi 16 octobre 2017

Haro sur les chômeurs

Ce dimanche, Emmanuel Macron a « tenu le crachoir » – pour employer le prétendu langage « populaire » revendiqué par le président – durant plus d'une heure sur TF1 : il assume tout – ordonnances, hausse de la CSG, baisse de l'aide au logement, suppression de l'impôt sur la fortune. Et aussi son mépris pour les travailleurs, pour ceux qui ne sont pas de son monde et qu'il appelle les « fainéants », « ceux qui ne sont rien », ou, quand ils se battent, ceux qui « foutent le bordel ».

S'en prendre au chômage... ou aux chômeurs ?

Derrière la « rénovation du modèle social » promise, il ne faut pas attendre autre chose que de nouvelles attaques contre les chômeurs. L'annonce de l'extension de l'accès à l'indemnisation à ceux qui démissionneraient est là pour faire contrepoids mais serait visiblement assortie de conditions restrictives – des fois que nous nous mettions à démissionner pour le plaisir d'être au chômage... Quand on pense qu'un travailleur est un « fainéant », un chômeur ne peut qu'être un vulgaire profiteur !

Comme pour les ordonnances sur la loi Travail, Macron ouvre des discussions avec le patronat et les directions syndicales – qui s'y prêtent bien d'ailleurs –, pour imposer le projet gouvernemental, qui, comme par hasard, coïncidera avec les demandes du patronat. Les ordonnances Macron vont fabriquer des milliers de nouveaux chômeurs. Le gouvernement s'apprête donc à réduire les droits de ces derniers.

Le programme de Macron annonçait la couleur, promettant de couper l'indemnité aux chômeurs qui refuseraient deux offres ou dont la recherche d'emploi ne serait pas jugée assez « intense » par Pôle emploi. Tous les gouvernements, depuis 35 ans, l'ont fait : sous prétexte de s'en prendre au chômage, on s'en prend aux chômeurs, en réduisant le montant, la durée ou l'accès à l'indemnisation. Pendant ce temps-là, le nombre de chômeurs a grimpé à plus de 6,5 millions.

Une vieille rengaine

C'est le retour des vieux discours sur ceux qui « abusent du système » tout en bas de l'échelle sociale. Un discours fabriqué par ceux qui, justement, profitent du système tout en haut de la société.

Le chômage de masse n'est pas combattu mais, au contraire, favorisé par le gouvernement et le patronat,

ne serait-ce qu'en facilitant les licenciements ou l'augmentation de la durée du travail. Il leur permet de mettre les travailleurs en concurrence, de faire peur à tous ceux qui ont encore un emploi, d'alimenter un discours qui divise ceux qui ont un emploi et ceux qui en sont privés.

En plus d'avoir fait grimper le chômage, ils voudraient que les chômeurs crèvent la bouche ouverte sans coûter trop cher. Car le chômage, comme le travail, tue, que ce soit par les maladies ou carrément le suicide. Récemment encore, un travailleur licencié de Goodyear à Amiens s'est suicidé, le seizième depuis la fermeture de l'usine en 2014. La voilà, la réalité de leurs décisions : des vies broyées.

Il est temps de se révolter

Le chômage n'est pas une fatalité. Des mesures simples permettraient d'y mettre fin. **L'interdiction des licenciements**, pour arrêter la machine à fabriquer des chômeurs. **Le partage du temps de travail entre tous, sans perte de salaire**, car il n'y a pas de raison que certains s'échinent au travail pendant que d'autres se morfondent au chômage.

Depuis son élection, Macron use de toutes les ficelles de la division : retraités contre actifs sur la CSG, public contre privé, et maintenant ceux qui ont un emploi contre ceux qui n'en ont pas.

À nous de lui montrer que nous ne tombons pas dans le panneau en saisissant toutes les occasions de montrer notre colère et de préparer la riposte. Nous pouvons nous emparer de la journée de grève et de manifestation du 19 octobre contre les ordonnances Macron, malgré toutes les limites que mettent les directions syndicales, pour le faire savoir et préparer la suite.

À bon entendeur...

Lors de la séance aux questions de la grand' messe de la DQI d'il y a quinze jours, fatalement en est arrivée une sur la signature du mystérieux avenant de mise à disposition de sombres filiales PSA que la direction veut nous imposer de signer. Pour répondre, le directeur de la DQI a invité le directeur de la DCTC à la tribune. La réponse de l'intéressé, goguenard, confirme que PSA entend avec cette manip siphonner de l'argent public sous forme de crédit d'impôts.

Au passage il convient de remercier, une fois n'est pas coutume, M. Chapelle d'avoir fait de la publicité pour *L'Étincelle* devant des milliers de salariés ! Bulletin qui ne dénonçait effectivement pas autre chose que ce vol de d'argent public sur fond de magouilles douteuses.

La direction nous prend pour des plumeaux

La direction de Carrières s'est pourfendue d'un mail invitant les salariés à : « *dès que possible procéder à une grande opération de nettoyage* ». Au cas où elle ne le saurait pas, ils sont déjà chargés comme des mules !

Pas question qu'ils se rajoutent du travail supplémentaire pour lui épargner de cracher un euro dans le cadre des travaux du Centre Excellence Powertrain, elle peut aller se brosser !

Les travailleurs n'ont pas de patrie

Cela n'aura pas tarder, après plusieurs semaines de menaces non voilées, PSA a officialisé la première annonce de licenciements à Opel. 400 ouvriers de l'usine Vauxhall d'Ellesmere en Grande-Bretagne perdront leur emploi si PSA réussit à mettre sa menace à exécution.

Chômage pour les uns, surexploitation pour les autres, voilà le projet industriel de PSA. Nous l'expérimentons depuis plusieurs années avec le compactage des sites PSA.

Gageons que les ouvriers anglais ne se laissent pas faire sans réagir et qu'une réaction à l'échelle de ce nouveau groupe survienne.

Constructeur de précarité

Le Monde soulevait le rapport publié en octobre par le CAR (centre pour la recherche automobile) qui évalue à 6 000 le nombre de salariés « en trop » à Opel. Une pression supplémentaire sur nos collègues alors qu'un plan de « redressement » global va être présenté début novembre. En même temps, on apprend que la direction a déboursé 109 millions d'€ depuis le début de l'année pour réduire les effectifs à PSA. Il va falloir mettre fin à cette saignée.

PSA : Pompe à fric

En novembre, pendant les 3 semaines de suspension d'équipe de nuit, la direction va faire faire des formations plus ou moins bidon aux salariés des 3 équipes de Poissy. Pour PSA c'est une bonne occasion de récolter de l'argent de l'État (c'est-à-dire nos impôts) dans le cadre de l'aide à la formation.

Trois semaines d'arrêt de production en équipe de nuit ça revient à une semaine d'arrêt total de production de l'usine. C'est un moyen de réduire son stock de voiture avant la fin de l'année pour payer moins d'impôt. Une nouvelle manière de faire du chômage fiscal avec l'aval du gouvernement Macron comme des précédents.

L'usine du (sombre) futur à Poissy

En suspendant l'équipe de nuit 3 semaines en novembre à Poissy, la direction prépare la modification de l'organisation du travail sur toute l'usine. Elle veut intensifier la polyvalence sur les chaînes et la flexibilité : tout le monde doit bouger pour pouvoir réduire encore le personnel.

En avril prochain, la production passera de 55 véhicules/heures à 38. En plus des avenants à signer tous les 6 mois, voire moins, la direction réfléchit à supprimer cette équipe ou à la passer en temps partiel à 28h30 (-20 % du salaire). Hors de question de laisser passer.

Petits fours et gros bouchons

Mardi 5 octobre, pendant une soirée de petits patrons au Forum Armand Peugeot, des participants mal garés ont bloqué le passage des cars de 20h. Les ouvriers de Poissy ont poireauté 1h30 avant de pouvoir quitté l'usine. PSA se défile en disant que c'est la mairie qui est responsable. Sauf que si la production avait été entravée au commencement d'équipe, elle aurait immédiatement fait dégager tout ce petit monde mal stationné, maréchaussée aidant.

Droit de cuissage au XXI^e siècle

De nombreuses actrices accusent Weinstein, un producteur de Los Angeles, de harcèlement sexuel allant jusqu'au viol pour cinq d'entre elles. Les victimes sont des actrices connues, des stars. Et elles se sont tues... Que dire alors de toutes celles qui n'ont pas leur notoriété ? Car ces actes odieux ne se limitent pas au monde du cinéma.

Dans bien des entreprises il existe des chefs qui profitent de leur position pour exercer ces insupportables pressions sur des femmes. En France, une enquête commandée par le « secrétariat d'État en charge de l'égalité entre les femmes et les hommes » stipule qu'une femme sur cinq a connu une situation de harcèlement sexuel durant sa vie professionnelle. Seulement 5 % des cas sont portés devant les tribunaux.